

Les vertus de l'âge

9 Thierry Mauron
Editeur

« La Liberté », un titre qui se mérite

11 Serge Gummy
Rédacteur en chef

De l'Internationale noire à la guerre des journaux locaux

15 Francis Python
Historien



33

Les Sœurs de Saint-Paul, des ouvrières aux commandes

33 Anne Philipona
Historienne

Se défendre de tous côtés

49 Alain Clavien
Historien, professeur à l'Université de Fribourg

Du plomb à l'ordinateur

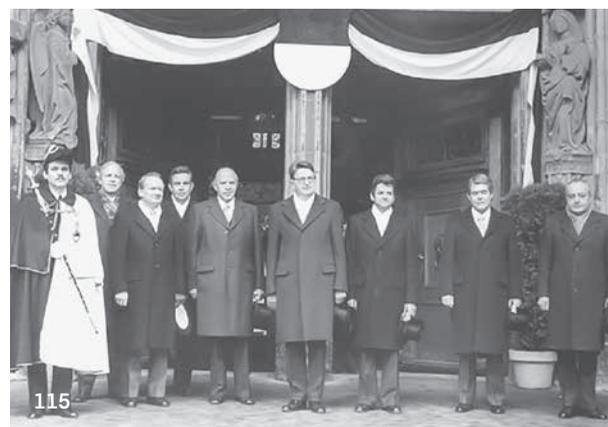
61 Jean-Bernard Repond
Journaliste, éditeur

L'héritière d'une République chrétienne divisée

79 Francis Python
Historien

Pas de journal sans journalistes

95 Pierre Evéquo
Historien



115

La grande métamorphose

115 Louis Ruffieux
Ancien rédacteur en chef

Payer pour faire vendre

131 Alain Clavien, historien,
professeur à l'Université de Fribourg



131

Sous les écailles, la plume

143 François Tardin
Historien

La forme au service du fond

155 Sébastien Julan
Journaliste

« La Liberté » et le numérique : muer sans risquer sa peau

167 François Tardin
Historien

Les lecteurs font aussi le journal

177 Interview

La brutale accélération de l'histoire

185 Serge Gummy
Rédacteur en chef

Figures marquantes

195 Jean-Bernard Repond
Journaliste, éditeur

Quelles perspectives pour la presse régionale ?

201 Philippe Amez-Droz
Economiste des médias

Les raisons d'être

209 Martial Pasquier
Président du conseil d'administration



143

Pas de journal sans journalistes

Pierre Evéquoz
Historien



Au secrétariat de rédaction, 1992. Photo Vincent Murith



L'ordinateur s'impose à la rédaction dans les années 1990. Photo Vincent Murith



Le rédacteur en chef Roger de Diesbach et son équipe lors d'une séance de rédaction de 1996. Photo Vincent Murith

Longtemps soumis au politique, le journalisme suisse se transforme dès 1960. Sur fond de dépolitisation de la presse, l'émergence d'une identité professionnelle autonome illustre cette transition. L'évolution de *La Liberté* entre 1950 et 1990, période marquée par deux rédacteurs en chef aux missions diamétralement opposées, rend compte de la professionnalisation du métier de journaliste. En parallèle, le journal devient le quotidien fribourgeois par excellence.

Le 1^{er} septembre 1941, Georges Dreyer, arrivé en mai à *La Liberté*, adresse une cinquante lettre de démission à son rédacteur en chef Albert Dessonnaz. Du haut de ses 29 ans, Dreyer fustige une gestion autoritaire qui étouffe la personnalité des journalistes, tout en déplorant la conception surannée du métier qui y prévaut, le chevauchement des compétences et le manque de diversité du journal. Son remède: créer des « dicastères » dont le façonnement serait laissé à l'initiative de chaque rédacteur qui signerait de son nom, charge ensuite au rédacteur en chef de coordonner les rubriques et de veiller au maintien de la ligne politique.

Présage de mutation du monde médiatique suisse ou effronterie d'un jeune ambitieux? Pour Dessonnaz, dans la maison depuis 1898, il est hors de question de retenir un tel impudent qui s'imagine signer lui-même ses papiers. Quant à Dreyer, il quitte le journalisme pour ne plus y revenir, faisant carrière dans les transports avec à la clef un poste de directeur des Chemins de fer fribourgeois dès 1957. En 1958, il est élu conseiller communal à Fribourg sur la liste conservatrice, signe que le conflit décrit n'était pas idéologique.

Au-delà de l'anecdote, cette querelle des anciens et des modernes à *La Liberté* révèle en creux une tendance observable au niveau national: les prémices d'une autonomisation du journalisme par rapport au politique. En 1941 précisément, l'Association de la presse suisse (APS), fondée en 1883, met en place son Registre professionnel (RP). Tenu de manière paritaire avec les éditeurs, ce RP doit délimiter les frontières du métier afin d'éliminer de la presse les amateurs, dont la présence est vécue comme une concurrence déloyale, pis, un affront par les journalistes « dignes de ce nom », seuls autorisés à porter le titre de professionnels.

Proclamer l'existence autonome du journalisme est une chose, encore faut-il que les conditions soient réunies pour qu'une telle professionnalisation de la presse

puisse voir le jour. A ce titre, *La Liberté* de la seconde moitié du XX^e siècle, qui voit en Suisse le triomphe tardif du journalisme d'information et l'explosion des effectifs rédactionnels à partir des années 1970, offre un cas d'espèce particulièrement intéressant.

Le journalisme : une profession de foi politique

En 1951, Roger Pochon, juge cantonal depuis un an, est le premier laïc depuis 1906 à être nommé par l'Œuvre de Saint-Paul à la tête de *La Liberté*. Il ne faut pourtant pas s'y tromper, personne ne suspecte alors le journal de vouloir s'extraire des rets de la politique et de la religion. Anciennement député conservateur et président du parti à Romont, Pochon colle parfaitement au profil recherché pour la direction d'un organe jouant volontiers le rôle de guide des consciences et des bulletins de vote.

S'il a tâté de la plume dans sa jeunesse, Pochon ne dispose cependant d'aucune expérience de la presse quotidienne, ce que dénonce Edouard Collomb, au journal depuis 1929 et député d'avoir été doublé par un externe. Dans un courrier adressé à la Mère générale Martine Mussilier, il exprime le désarroi de « ceux qui, professionnellement, jour après jour, font le journal: voir arriver un homme qui n'a aucune compétence réelle ». Qu'importe, le nouveau chef est adoubé par les grands de Fribourg, au premier rang desquels l'un de ses devanciers, Albert Dessonnaz, qui dans un sursaut de modernisme a recours à une expression bien locale pour appuyer le choix de Pochon: « the right man in the right place ».

De toute évidence, on n'attend pas de Pochon qu'il bouleverse une rédaction d'ailleurs au complet. Collomb est en charge de la partie étrangère – les Nouvelles du jour ouvrant le journal depuis 1900 – qu'il partage avec son ancien camarade de l'Université de Genève Henri Schubiger, arrivé en 1945 du *Courrier de Genève*. Comptant plus de 20 ans au service de la presse quotidienne catholique conservatrice, ils sont les seuls membres chevronnés de la rédaction. A la locale, Michel Favarger, arrivé en 1948 à peine ses études achevées, est épaulé par deux collaborateurs externes: Jean Plancherel, journaliste libre depuis les années 1940, et Armand Thévoz, chroniqueur judiciaire dès le tournant des années 1950, après un parcours rocambolesque l'ayant mené de Zagreb à Marseille. Dans les domaines « qui comptent », Pochon est flanqué de deux anges gardiens. Pour le parti, Pierre Barras, à la fois secrétaire du parti cantonal et chroniqueur parlementaire depuis 1947; pour l'évêché, l'abbé Albert Menoud, ancien vicaire de Vevey, nommé rédacteur ecclésiastique en charge de la partie religieuse.

A tous ces hommes plus familiers de la plaidoirie que du reportage s'ajoute une touche féminine, Madeleine Butignot, secrétaire personnelle de l'abbé Joseph Bovet pendant 15 ans. Intégrée en 1948 pour services rendus et première rédactrice de l'histoire du journal, elle est surtout chargée des menus travaux, avant de se voir confier le supplément culturel du dimanche, dès son lancement en 1954.



Pour le 80^e anniversaire du journal, la rédaction se présente à son lectorat dans ses locaux. Au milieu des hommes, une femme, Madeleine Butignot, première rédactrice de *La Liberté*. *La Liberté*, 1^{er} octobre 1951

Un certain nombre de liens, typiques pour les journaux de l'époque, unissent les membres masculins de la rédaction. Tous, à l'exception de Collomb et Schubiger, ont grandi dans le canton et sont passés par le Collège Saint-Michel, vivier de l'élite fribourgeoise, tandis que la plupart ont fréquenté les facultés de droit, adhérant à la Sarinia, instance de socialisation catholique conservatrice par excellence. Politiquement, la rédaction penche à la droite du parti conservateur: Schubiger a connu le *Courrier de Genève* fascisant de la Seconde Guerre mondiale, Thévoz s'est battu aux côtés de Franco en Espagne, et Pochon lui-même est conscient d'être perçu par certains comme l'homme de l'extrême droite du parti.

Se dessine ainsi le portrait d'une équipe d'une dizaine de personnes, autour desquelles gravite une nébuleuse de correspondants locaux, à peine retouchée au cours des 15 premières années du magistère Pochon. Les seuls changements



En 1903, *L'Assiette au beurre*, hebdomadaire satirique parisien, se moquait déjà des organes de presse confectionnés à l'aide d'une paire de ciseaux, d'un pot de colle et de journaux rivaux. Cette pratique n'a pourtant pas mauvaise réputation, comme en témoigne l'hommage rendu par *La Liberté* à son rédacteur Edouard Collomb, « virtuose du pot de colle et du coup de ciseaux ». *L'Assiette au beurre*, n° 111, 1903; *La Liberté*, 7 décembre 1962

notables se produisent en 1953, lorsque Ferdinand Brunisholz, tout juste promu docteur en droit, remplace Schubiger retourné au *Courrier*, et qu'à un abbé Menoud succède un autre abbé Menoud, Alphonse, curé à Corbières.

Du point de vue des pratiques, la grande majorité des rédacteurs ne connaît que le commentaire politique ou presque. Pochon lui-même écrit peu, ce qui a le don d'agacer l'administrateur Paul Hertig qui voit d'un mauvais œil le flou artistique régnant au sein d'une rédaction où chacun fait sa petite cuisine dans son coin, sans trop se soucier des autres. Les réunions de rédaction, des « parlottes inutiles » aux dires de Pochon, sont très rares. On ne fait pas d'interviews, on n'enquête pas et la fidélité à la ligne vaut plus que l'objectivité. A Fribourg comme ailleurs en Suisse, les journaux se font encore beaucoup avec ciseaux et colle, manière de dire que l'on se contente de piller la concurrence ou de reprendre les textes d'agence pour remplir les trous laissés par les articles politiques. L'apprentissage sur le tas, dont les pratiques professionnelles sont le reflet, constitue encore la seule formation.

La fin d'une époque

Pourtant, les mentalités évoluent peu à peu. Au niveau romand, la première convention collective de travail (CCT), introduisant un salaire minimal, est conclue en 1964 entre l'APS et l'Union romande des journaux. Pionnière en la matière, cette CCT formalise aussi la création de cours obligatoires pour la relève journalistique et institutionnalise pour la première fois en Suisse une formation professionnelle. Désormais, on ne naît plus forcément journaliste, on peut le devenir!

A *La Liberté*, les événements se précipitent en 1965. En janvier, il faut l'intervention répétée de Mère Angèle Bays pour que Vatican II ait droit de cité dans le journal, la rédaction, Pochon en tête, freinant des quatre fers. En automne, alertée par des bruits autour du lancement d'un quotidien neutre à Fribourg (*La Tribune romande*), imprimé sur place et financé « par des fonds très puissants en provenance de Suisse alémanique », l'Œuvre tente de parer au danger. Il est question à la fois d'embaucher un nouveau rédacteur et d'avancer l'heure de parution du journal, fixée jusqu'alors aux alentours de 11 heures. Dorénavant quotidien du matin, *La Liberté* doit mieux répondre tant aux désirs du public qu'aux exigences d'un journalisme de plus en plus attentif à l'actualité. Pour mieux couvrir la Gruyère, on envisage l'ouverture d'un bureau à Bulle, confié à Michel Favarger. Bien qu'Hugo Baeriswyl, administrateur depuis 1958, tente de l'amadouer en lui offrant le titre de « rédacteur responsable de la rédaction locale de Bulle », Favarger claque la porte plutôt que d'accepter un déplacement qu'il voit comme un déclassement. Si le projet bullois est abandonné, et même s'il y a loin de la théorie à la pratique, l'idée de faire du journal « le véritable miroir de la vie fribourgeoise » mûrit petit à petit chez Pochon. En 1966, Jean-Marie Brasey, vieux routier de l'information locale après 20 ans passés à la tête du *Journal d'Estavayer*, est embauché en vue de réorganiser une régionale qui n'en a que le nom, avec mission de quadriller tout le canton. A peu près en même temps arrive un ancien typographe de l'Imprimerie Saint-Paul à Fribourg et au Cameroun: Jean-Louis Bourqui, premier photographe de l'histoire du journal, vient installer son laboratoire dans les locaux de la rédaction.

En novembre 1968, Pochon fait le bilan dans un courrier adressé à Baeriswyl. Deux soucis le tracassent. D'un côté, la rédaction vieillit, de 40 ans en 1951, l'âge moyen est passé à 55 ans et lui-même s'approche de la retraite. De l'autre, le récent passage aux cinq colonnes alourdit le travail d'une équipe de nuit famélique. Pour Pochon, le remaniement de la rédaction et la formation de jeunes Fribourgeois deviennent une nécessité vitale. Afin de résoudre cette tension, il met en avant deux noms: Charles Bays, étudiant en lettres, arrivé en 1966 pour un job d'été à la correction et qui n'est plus parti depuis; et Georges Blanc, fraîchement diplômé du tout

nouvel Institut de journalisme de l'Université de Fribourg. Tant Bays, garant du sérieux de l'Etrangère puis de l'édition, que Blanc, créateur et capitaine d'une rubrique sportive peu appréciée des rédacteurs en chef mais au succès déterminant pour le journal, restent dans la maison jusqu'à leur retraite, marquant durablement l'histoire de *La Liberté*.

Apprendre le journalisme en terre catholique

A Fribourg, à la différence des autres cantons, ce sont les milieux catholiques, par l'intermédiaire de l'Association catholique suisse pour la presse (ACSP), qui s'emparent de la question de la formation professionnelle des journalistes. Discutée dès 1917, elle débouche en 1926 sur un cours privé donné à l'université par Paul de Sury d'Aspremont. Sa mission: pallier la pénurie de chefs catholiques en formant des journalistes aptes à relever les défis politiques de l'époque. En 1941, les efforts de l'ACSP aboutissent à la création par le Conseil d'Etat d'un séminaire de journalisme, confié à Emil Müller-Büchi, directeur de l'Agence de presse internationale catholique (APIC). Le séminaire est élevé en 1966 à la dignité d'institut, toujours sous l'impulsion de l'ACSP qui participe à son financement.

Cet institut bilingue témoigne du changement d'époque: il s'agit d'enseigner aux futurs journalistes les rudiments, tant théoriques que pratiques, d'un métier toujours plus orienté vers l'actualité. *La Liberté* participe à ce projet, Roger Pochon, directeur de la section française, Pierre Barras, Hugo Baeriswyl et François Gross y donnant des cours sur divers sujets (droit de la presse, chronique parlementaire, économie de la presse). En 1983, Gross est le premier journaliste – et premier Romand – à présider cet institut au succès néanmoins limité. Ce n'est qu'en 1985 que le cap des 200 étudiants, dont un tiers vient de l'étranger, est dépassé, l'institut souffrant de la concurrence des cours dispensés à Lausanne, obligatoires pour les stagiaires des journaux romands. Parmi les journalistes de *La Liberté* sont notamment diplômés de cet institut: Georges Blanc (1968), Claude Chuard (1970), Véronique Pasquier (1972) et Anne Dousse (1975). En 2003, l'institut, dissous en tant que tel, est intégré au nouveau Département des sciences de la société de la Faculté des sciences économiques et sociales.



Le cours de Claude Chuard, responsable de *La Liberté-Dimanche* et enseignant à l'institut durant plus de 30 ans, vu par un étudiant, Ivo Fantoni, dans les années 1980, que l'exiguïté des locaux semble inspirer.

Pour Baeriswyl et l'Œuvre, soucieux d'en développer l'audience, c'est l'occasion de donner une nouvelle orientation au journal, qui doit sortir de l'orbite du parti. La stagnation du tirage, la concurrence féroce de la presse extracantonale qui a des vues sur le canton – sans oublier la radio et la télévision – ne rendent que plus visibles les faiblesses d'un journal dédaigné par la jeunesse. Le programme est clair: à l'aide d'un nouveau rédacteur en chef, faire d'un titre dispensant la bonne parole un quotidien ouvert à toutes les tendances, à l'affût des dernières nouvelles du canton et qui sache actualiser la mission d'apostolat par la presse.

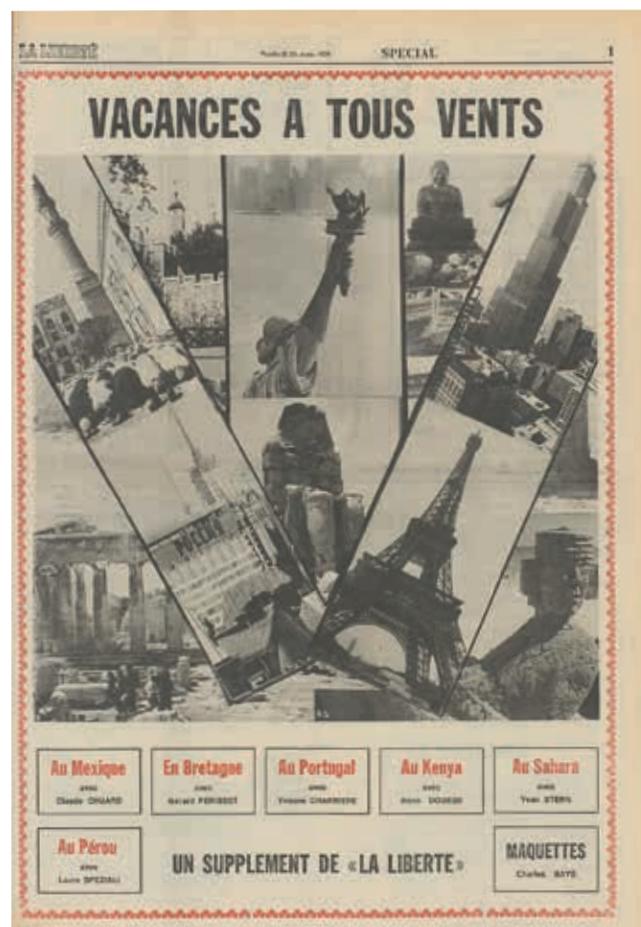
En attendant le sauveur, les problèmes s'accumulent. En octobre 1969, Collomb prend sa retraite, dépassé par un journalisme qu'il ne maîtrise plus. En janvier 1970,



Longtemps méprisé par les quotidiens suisses, le sport devient à partir des années 1970 l'une des rubriques principales des journaux, au point de mobiliser ici une manchette entière. BCU Fribourg, Fonds Hilber

Brasey décède subitement et en février, Brunisholz, sur qui reposait la « cuisine » du journal, s'en va, vexé d'avoir été ignoré dans la course à la succession de Pochon. Pour parer au plus pressé, un nouveau stagiaire à peine sorti de Saint-Michel est embauché : Marcel Gobet, véritable homme à tout faire au sein d'un journal où il y a tout à faire, et auquel il restera fidèle jusqu'à sa retraite en 2012. Bays, Blanc et Gobet forment le trio qui porte à bout de bras une *Liberté* en passe de périlcliter.

Or, en parallèle, Baeriswyl, désormais paré du titre d'éditeur, se démène pour dénicher un remplaçant à Pochon, guidé par des critères dessinant un profil rare sur le marché : un journaliste professionnel – le métier est très masculin – avec licence universitaire et expérience de chef, de préférence Fribourgeois, et surtout empreint d'un catholicisme favorable à Vatican II. Ce sera François Gross, inconnu, malgré une carte de visite impressionnante, de la rédaction tenue à l'écart des conciliabules.



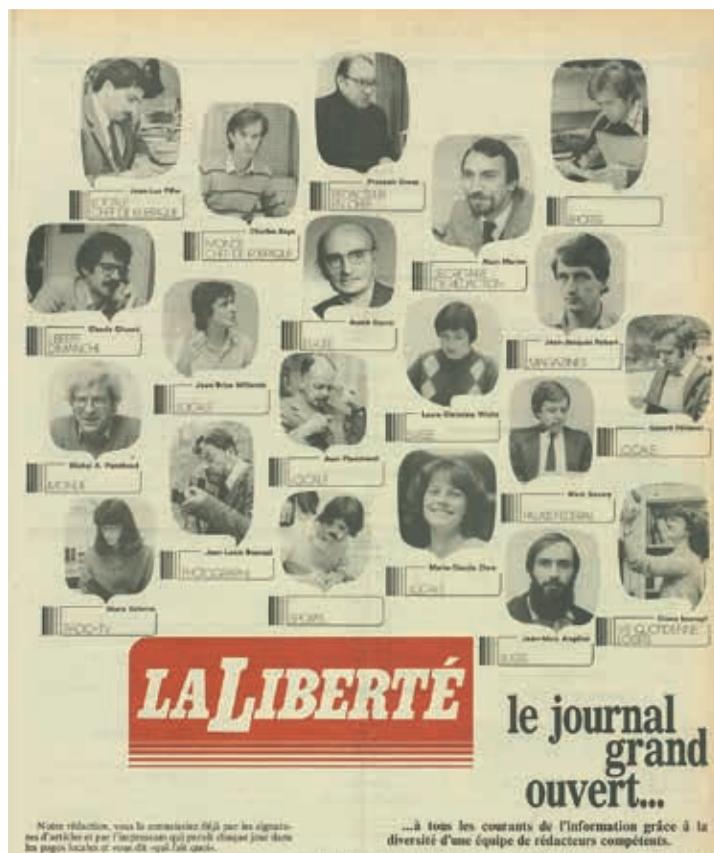
Aller sur le terrain ou joindre l'utile à l'agréable. Illustrant la réorientation éditoriale du journal et sa volonté d'ouverture, *La Liberté* du 23 mars 1979 publie dans son supplément les impressions de voyage de ses journalistes.

« Faire bouger la maison »

Le nouveau venu, qui a carte blanche pour façonner la rédaction, impose immédiatement sa patte. Le 30 juin 1970, Roger Pochon est prié de faire place nette, tandis que ses méthodes d'organisation et de travail sont mises au placard du jour au lendemain. La planification, voilà le mot d'ordre du nouveau régime. Reprenant ce qu'il a connu en tant que chef du téléjournal romand à Zurich, Gross instaure des briefings quotidiens, accompagnés de réunions hebdomadaires de rédaction. Sous l'œil de Baeriswyl, on y discute des sujets à traiter, le plus souvent définis par le rédacteur en chef, on y forme des commissions pour repenser le journal ou améliorer la collaboration entre les rubriques. Sur le plan des pratiques, les journalistes sont invités à sortir de leur bureau, à aller au contact du terrain pour débusquer l'information. En bref, la rédaction est soumise à un apprentissage accéléré des codes du journalisme moderne, fait d'interviews et d'enquêtes, de séparation stricte du commentaire et de l'information, mais aussi d'une organisation plus serrée – pour la réunion du 23 avril 1974, chaque rédacteur est prié de préparer une phrase qui résume sa conception du journalisme et ses objectifs de travail.

Précepte suprême : la hiérarchie des articles est déterminée par l'actualité, en particulier fribourgeoise. Les réflexions autour de la une, qui doit devenir la véritable vitrine du quotidien, manifestent cette reconfiguration. Dès son arrivée, Gross casse la tradition qui voulait que la politique étrangère ouvre le journal, et demande aux rubriques d'annoncer au briefing les articles susceptibles d'être annoncés en première page, en vue d'éveiller l'intérêt du public. S'y ajoute une tâche pédagogique, puisqu'il s'agit d'enseigner la lecture d'un quotidien d'information au lectorat, habitué à séparer le journal en deux : au premier cahier les idées politiques et religieuses, au second les nouvelles. Désormais, le public est mené à travers l'actualité qu'oriente un parcours fléché en une. Quant aux correspondants externes, ils sont mis au pas : la rédaction a tout pouvoir pour raccourcir, voire refuser les textes, et des journées de formation sont instaurées pour leur enseigner la nouvelle doctrine. Enfin, le journal est pourvu d'une charte rédactionnelle, sorte de constitution interne obligatoire depuis la révision de la CCT en 1970, qui fait de *La Liberté* un « quotidien d'information et journal d'opinion catholique ».

Le journal part de loin et la réorganisation ne se fait pas sans accroc. Si la jeune génération – Bays, Blanc, Gobet – rejoint Gross dans son dessein de réorientation radicale du projet éditorial, la vieille garde, ébranlée, regimbe, avant de finir par s'en aller : Butignot, quasi invisible aux yeux de Gross, part en 1972, suivie trois ans plus tard par l'abbé Menoud, avant que l'inusable Barras ne daigne lâcher le poste de chroniqueur parlementaire en 1978. Pour combler les départs et renouveler la



En 1981, la rédaction se présente une nouvelle fois au public. Le portrait en médaillon ainsi que la mention du nom et de la rubrique illustrent la personnalisation du métier. *La Liberté*, 30 novembre 1981

rédaction, on compte sur une politique de recrutement axée autour de trois piliers : formation universitaire, indépendance politique et institutionnalisation du stage qui préfigure l'accès au RP et passe par la fréquentation des cours professionnels à Lausanne.

A nouveau journal, nouveaux journalistes

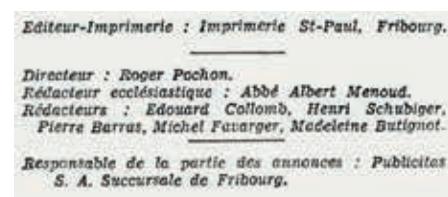
Rapidement, le journal accueille de nouvelles signatures. La rubrique suisse est confiée au jeune Pierre Kolb, formé à la *Tribune de Lausanne* après une licence en lettres, secondé par Claude Jenny, stagiaire embauché à sa sortie de Saint-Michel. Egalement stagiaire, Claude Chuard, licencié en lettres, diplômé de l'Institut de journalisme et rédacteur en chef adjoint dans les années 1990, occupe la place laissée vacante par Butignot à *La Liberté-Dimanche*. A la rubrique fribourgeoise, *La Liberté* s'assure l'exclusivité de Gérard Périsset, typographe de formation et correspondant broyard depuis une quinzaine d'années pour divers titres romands. Pour

assister Bourqui aux illustrations, on fait appel à Jean-Jacques Robert – tout juste diplômé de Saint-Michel et fils d'un ancien typographe de Saint-Paul – que les compétences techniques mèneront au secrétariat général de rédaction entre 1979 et 2016, date de sa retraite. Rentré d'un séjour missionnaire au Rwanda, le Père blanc Bernard Weissbrodt complète la rubrique religieuse, avant d'en être responsable entre 1974 et 1978. Premier ecclésiastique engagé en qualité de stagiaire et premier prêtre à mener l'enquête, il incarne cette professionnalisation qui doit toucher toutes les rubriques.

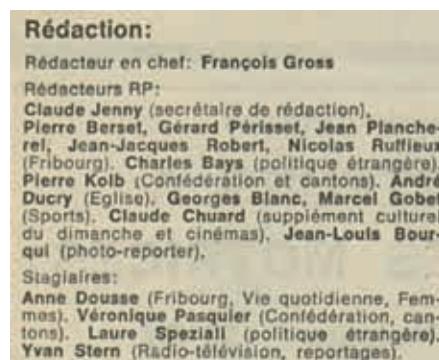
Rajeuni, le métier s'ouvre également aux grandes absentes des périodes précédentes : les rédactrices. Plus diplômées que jamais, elles débordent des rubriques auxquelles elles étaient cantonnées et s'attaquent aux bastions masculins, même si les rédactrices en chef sont extrêmement rares en Suisse. Quatre stagiaires sont embauchées à *La Liberté* au cours des années 1970, toutes munies d'un titre universitaire. Anne Dousse et Véronique Pasquier, qui ont par ailleurs fréquenté l'Institut de journalisme de Fribourg, s'en iront au bout de leur stage mener une brillante carrière journalistique dans d'autres journaux romands. Quant à Laure Speziali, successivement correspondante auprès de l'ONU à Genève, reporter à l'étranger et porte-parole du CICR en Pologne et au Liban, elle entre à la Télévision suisse romande (TSR) au milieu des années 1980, en charge du *Journal romand*. Seule Eliane Waeber Imstepf, arrivée en 1978, passera toute sa carrière à *La Liberté*, s'occupant de la vie quotidienne et des loisirs ainsi que du supplément du dimanche jusqu'à sa retraite en 2007. Que l'on ne s'y trompe pas, les rédactrices ne représentent, au cours de la période qui nous intéresse, jamais plus du quart de l'effectif. Pourtant, en 1980, Baeriswyl estime qu'avec cinq femmes parmi 17 rédacteurs, « l'élément féminin est bien représenté ». En 1985-1986, deux femmes seulement parmi les dix cadres : Laure-Christine Wicht, future cheffe d'édition de la TSR, pour la rubrique suisse et Eliane Waeber Imstepf.

Du point de vue organisationnel, le secrétariat de rédaction, véritable plaque tournante d'un quotidien moderne, illustre les difficultés éprouvées par une rédaction en manque de cadres intermédiaires. A défaut de trouver un candidat de l'extérieur, on fait avec les moyens du bord : Gobet, Jenny, Robert, puis Jean-Luc Piller, qui entame un stage en 1974 après une licence en sciences économiques et sociales à Fribourg, se succèdent à ce poste. Qui plus est, les désignés cumulent parfois aussi le titre officieux de chef de la rubrique fribourgeoise, cœur du nouveau projet et pourtant en sous-effectif chronique malgré une dotation plus importante que les autres. La rubrique régionale est d'ailleurs celle où la problématique du professionnalisme est la plus aiguë, ne pouvant compter ni sur les dépêches d'agence, ni sur des correspondants qualifiés.

Ce manque d'effectif n'est pas sans provoquer la grogne des journalistes astreints à un travail au rythme parfois infernal. Leurs revendications – création d'une délégation de rédaction et établissement de contrats conformes à la CCT – traduisent les nouvelles réalités de la presse romande, même si la situation est plus clémente qu'ailleurs, les salaires étant le plus souvent supérieurs aux minima conventionnels. Les journalistes n'en perçoivent pas moins toujours plus distinctement leur position au sein d'une pyramide dont la base est formée des Sœurs de Saint-Paul, infatigable main-d'œuvre à la loyauté indéfectible. Les journalistes récla-

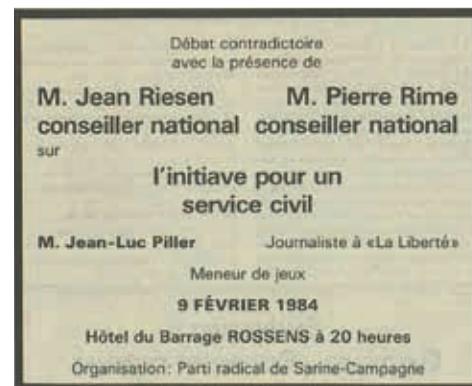


L'évolution de « l'ours » du journal figure le développement de la rédaction, de même que la tendance croissante à la spécialisation. *La Liberté*, 2 janvier 1951; 22 août 1978; 4 février 1989



ment ainsi la reconnaissance d'un statut particulier, au nom de la responsabilité morale impliquée par leur travail, se sentant sous-représentés dans l'Association du personnel créée en 1972.

Des éléments plus structurels modifient également les rapports de travail, comme le changement de locaux en 1971 qui attribue à chaque rubrique son propre espace, entraînant un cloisonnement tant physique que symbolique. Le style de direction change aussi. Alors que Pochon se contentait de glisser quelques



Désertant les listes électorales, les journalistes sont désormais sollicités pour leurs talents de modération. Autrefois acteurs du jeu politique, ils exercent désormais un rôle plus surplombant – celui de « meneur de jeux ». Ainsi, entre 1984 et 1985, Jean-Luc Piller, chef de la rubrique locale, anime pas moins de neuf débats publics consacrés à divers sujets. *La Liberté*, 6 février 1984

remarques en passant aux rédacteurs, Gross, dont la porte du bureau est le plus souvent fermée, cultive la communication écrite dans ses rapports avec les journalistes, comme si la distance affermissait l'autorité. Quant à Baeriswyl, il doit jongler entre les besoins toujours croissants du journal et l'administration de l'entreprise Saint-Paul en général. C'est lui qui vient, parfois revêtu de sa tenue de colonel d'infanterie, annoncer les résultats financiers et rappeler à l'orthodoxie budgétaire en cas de dépassement des frais dus aux collaborations externes.

« La Liberté » entre dans la modernité

Deux phénomènes en particulier marquent les années 1980 et font entrer le journal dans une nouvelle ère. Corollaire de l'impression offset, la photocomposition ouvre l'époque des innovations et transforme l'outil du journalisme: l'ordinateur prend le pas sur la machine à écrire, rangée au rayon des antiquités. A 40 ans de distance, l'impact de cette nouvelle technologie fait débat. Georges Blanc, chef des sports et fréquemment sur le terrain, relève surtout la possibilité de réaliser des projets déjà en germe. Pour Charles Bays, responsable de l'Etrangère, elle a exigé lors de l'écriture « une discipline et une prévision dans le travail qui n'existaient pas auparavant », la reprise d'un texte devenant tâche quasi impossible après son entrée dans le nouveau système. En revanche, ils se rejoignent sur ses conséquences : un gain énorme de temps, mais aussi une structure d'organisation plus rigide et des horaires de bouclage plus stricts. Reste que désormais, le métier est aussi rythmé par les innovations technologiques, à l'apprentissage exigeant et chronophage.

En parallèle, l'argent issu de la publicité atteint des proportions inédites, de sorte que la rédaction, dont les budgets ne cessent de croître, passe de 17 en 1978 à plus de trente journalistes à la fin de la décennie suivante. Elle est fortement rajeunie – l'âge moyen oscille autour de 38 ans – sous l'effet d'un recrutement associant formation de la relève et appel à des journalistes d'expérience. Poursuivant une tendance toujours plus marquée, les licenciés ès lettres, et dans une moindre mesure en sciences politiques, se multiplient au détriment des juristes, qui délaissent progressivement le journalisme comme débouché. Surtout, la formation professionnelle devient un passage obligé pour les candidats à la profession.

Sur le plan politique, la rédaction revendique son indépendance vis-à-vis des anciens maîtres. Plus qualifiée, mais n'ayant pas suivi ce que Gross appelle « la filière traditionnelle », la nouvelle génération, pour qui l'identification à un quotidien catholique ne va pas de soi, exprime parfois des velléités d'outrepasser les prudences discrètement suggérées par la Congrégation. De fait, bien que la liberté rédaction-



Vers 1971 : au marbre, ancêtre de la mise en page et lieu des dernières corrections nocturnes, le rédacteur Weissbrodt et les Sœurs Françoise Durpès et Renée Métayer (second plan) illustrent l'alliance de la plume et du plomb, duo de choc de la presse écrite. Véritable charnière du journal, le marbre disparaît avec la photocomposition.
Archives Œuvre de Saint-Paul

nelle telle que délimitée par la charte ne soit jamais remise en question, l'Œuvre fait planer une ombre d'autant plus énigmatique que les portes de son Conseil général sont le plus souvent fermées aux journalistes.

Le journalisme : une profession et une position sociale

Avec le développement du journal, le renforcement des logiques commerciales et la croissance des effectifs, l'organisation de la rédaction se complexifie, la division du travail est accentuée, laissant apparaître des dysfonctionnements sources de tension. Pour y remédier, les relations de travail sont institutionnalisées en 1980 au sein d'une Commission paritaire permanente qui réunit, sous la présidence de l'éditeur, le rédacteur en chef ainsi que les représentants de l'imprimerie, de la rédaction et du marketing. Organe de liaison, cette commission manifeste le caractère composite de la presse quotidienne et la nécessité de parvenir à un équilibre entre les intérêts des différents secteurs du journal, là où seule la politique importait autrefois. A la rédaction, les fonctions se spécialisent et les rubriques sont dotées de chefs, réunis en conférence séparée afin de parer à un cloisonnement toujours

plus poussé. Un organigramme est établi, assignant à chacun sa place dans le système formé par la rédaction. Pour coordonner tout ce beau monde, le journal fait appel en 1981 à Alain Marion, secrétaire de rédaction pendant sept ans à *24 Heures*. Formé à l'Ecole de journalisme de Lille et, détail remarquable, tout juste diplômé de HEC Lausanne en gestion d'entreprise, Marion a pour mission d'assurer le suivi de cette rationalisation.

Face à ces développements et aux nouvelles contraintes qu'ils suscitent, les journalistes ne restent pas les bras croisés. Alors que le succès du journal repose en bonne partie sur sa capacité à se distinguer face à la concurrence, la rédaction se sent négligée au profit de la technique, grande bénéficiaire des investissements



« Une région – quatre correspondants. » Portrait, nom, adresse, périmètre d'activité: pour rendre visible *La Liberté*, les journalistes disséminés dans le canton se présentent au lectorat.
La Liberté, 19 août 1989

financiers. Parmi ses enjeux principaux, faire entendre sa voix, et surtout augmenter un effectif marqué par une certaine instabilité. L'Association des rédacteurs de *La Liberté* est fondée en octobre 1981, dans le but de renforcer leur position dans l'entreprise et de mieux préparer, donc contrôler, leurs représentants dans les différentes commissions internes. Les journalistes affichent ainsi une conscience toujours plus fine de leur statut, entre autonomisation professionnelle et condition salariée, et notamment des liens d'interdépendance qui les unit: tout départ non remplacé augmente mécaniquement la charge de travail, ce dont souffre surtout une rubrique fribourgeoise confrontée à des situations de crise cycliques. Sur un autre versant, les relations entretenues avec le personnel technique, régulières avant l'arrivée de la photocomposition, sont progressivement rompues. Plus rien, si ce n'est la participation à une œuvre commune et des liens amicaux tissés pour ceux qui sont désormais les anciens, ne rattache le journalisme à la base matérielle dont il est issu, l'imprimerie.

Parler au public

En revanche, *La Liberté* se rapproche de la population fribourgeoise qui apprend à connaître les journalistes d'un quotidien auquel elle s'abonne encore volontiers. Le journal s'emploie toujours davantage à se profiler comme LE quotidien d'information pour le canton, afin de contrer les offensives de la concurrence de l'Arc lémanique. Dans cette stratégie de mise en visibilité – alliant patronages publicitaires, investissement dans la radio et la télévision locales et enquêtes auprès du public – les journalistes, que le service de promotion appelle à sortir de leur « anonymat photogénique », ont aussi leur partie à jouer. Leur image publique constitue au demeurant un véritable enjeu pour le journal, comme en témoigne le licenciement en 1983 d'un journaliste accusé d'avoir contrevenu à la charte en paraphant la liste électorale d'un parti d'extrême gauche.

Chez les journalistes, la tendance est d'ailleurs aussi à la personnalisation. Dès 1974, Plancherel évoque à l'intention de ses collègues la nécessité pour le lectorat de mettre un visage sur une signature: « Il s'est donné à connaître, dit-on chez nous de qui, par son ouverture, a réussi à rompre l'anonymat et à ouvrir le dialogue. » Cependant, ce n'est qu'en 1985 que la question est abordée concrètement. La commission nommée à cet effet souligne l'absence d'une politique des signatures commune à toutes les rubriques, obstacle à une époque où le journal n'est plus « un objet anonyme, mais un produit réalisé par des hommes et des femmes ». Afin de casser l'image monolithique du journal, un principe doit dominer: tout journaliste assume ses textes, prêt à en subir les conséquences – sans oublier les questions liées au

droit d'auteur. Les membres extérieurs à la rédaction, qui dispose progressivement de relais dans toutes les régions francophones du canton, sont également mis à contribution. Installés dans les chefs-lieux des districts et porte-drapeaux de *La Liberté*, ces journalistes incarnent le journal dans leur région d'origine, avec mission de marquer le territoire face aux concurrents et de recueillir auprès d'une population côtoyée au quotidien les nouvelles susceptibles d'être valorisées dans leurs articles.

Professionaliser pour mieux s'adapter?

Un demi-siècle après la péripétie narrée en introduction, c'est peu dire que le visage de la rédaction de *La Liberté* s'est radicalement modifié. Plus de trente journalistes RP s'occupent de la confection d'un quotidien qui s'efforce de couvrir avec objectivité tous les pans de la société fribourgeoise. Le projet de professionnalisation engagé à la fin des années 1960 entraîne une profonde reconfiguration de *La Liberté*, dont le travail de terrain, la priorisation de l'information et le dialogue avec le public constituent les marqueurs. Si la dépolitisation, corollaire de la professionnalisation, a fait descendre les journalistes d'un certain piédestal, d'ailleurs parfois plus imaginé que réel, elle leur a en revanche permis de s'intégrer d'une autre manière à la société, accompagnant plutôt que guidant la population. Œuvre d'un collectif plus que d'un homme, la professionnalisation des journalistes de *La Liberté* traduit l'émergence en Suisse d'une identité professionnelle émancipée de sa matrice politique originelle. Les historiens n'ont pas fini d'analyser les facteurs qui incitent les gens de plume à revendiquer dans le second XX^e siècle une identité de journaliste, cherchant par là même à assurer à leur profession un statut à la hauteur des exigences que requiert son exercice, dont l'apprentissage n'est jamais terminé. De fait, la professionnalisation constitue un processus toujours inachevé, au contenu susceptible d'être réinterrogé à tout moment. Ainsi, dès son arrivée, José Ribeaud, successeur de Gross en 1990, s'attache à faire prendre au journal le « virage du professionnalisme et de la modernité (...) seule manière de mener une contre-offensive aux menaces qui planent sur nous »...

Pour en savoir plus

Archives de la Congrégation Saint-Paul, Fribourg.

Madeleine Butignot, Jean-Bernard Repond, *Le siècle de Madeleine, secrétaire de l'abbé Bove*. Fribourg, 2000.

François Gross, Christian Ciocca, Christophe Gallaz, *Quoi de neuf?*. Vevey, 2004.

Roland Ruffieux (dir.), *1871-1971. La Liberté en son premier siècle*. Fribourg, Editions Saint-Paul, 1975.